

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 29
dimanche 30
mai 1976

No 499
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Le plus gros trafiquant de vin de France DOUMENG CONDAMNÉ

Mercredi, la cour d'appel de Toulouse a condamné Jean-Baptiste Doumeng à 20 millions de francs d'amende pour avoir trafiqué sur les vins d'une cave dont il a le contrôle. Le sieur Doumeng avait en 1974 — mais on se doute bien que ce n'était pas la première ni la dernière fois — utilisé pour «enrichir» la production de sa cave 15 000 litres de mous concentrés de vin italien ; ce qui est proprement interdit depuis des années.

On se souvient qu'il était déjà passé en jugement au tribunal d'instance de Toulouse en mars 1975, et que les juges complaisants l'avaient relaxé. Cette fois, c'est la direction des impôts qui est revenue à la charge en appel et l'a fait condamner.

Certains, dont nous sommes, trouveront la peine un peu légère en rapport aux milliards que ce monsieur a empoché sur le dos des ouvriers et des paysans qu'il exploite ; mais un bourgeois est toujours un bourgeois qu'il soit aux faux parti communiste ou ailleurs, et la complaisance de la justice est une complaisance de classe.

La vérité c'est que cette nouvelle affaire où est impliqué Doumeng ne fait que révéler une part infime de ces activités crapuleuses.

La vérité sur ce monsieur de la finance et de l'industrie agro-alimentaire, elle est connue depuis bien longtemps par les petits paysans et en particulier par les petits viticulteurs. On se souvient de la mise à sac le 29 décembre dernier par plusieurs centaines de viticulteurs de la cave Sica-vin Midi-Pyrénées appartenant au dit milliardaire.

On pourra lire également quelques passages instructifs révélant les activités de Doumeng dans l'excellent livre «La révolte du Midi» fait par le Comité d'action viticole paru après les événements de février-mars aux éditions «La France sauve».

On peut lire à la page 137 : «Quand nous parlons de lutte contre le négoce, nous visons très précisément les trois ou quatre personnes qui tiennent fort discrètement la quasi totalité du marché du vin, avec, derrière elles, les grandes banques d'affaires. Et notamment, Doumeng qui n'est pas loin de contrôler directement ou indirectement une bonne moitié du marché des importations de vins italiens».

«Nous commençons à bien connaître Doumeng» poursuivent les viticulteurs. Quand le PCF criait contre

les importations de vins italiens et masquait le rôle du gros négoce français, ils n'ont pas été dupes : «A l'en croire, nous n'avons d'ail-

leurs pas de plus ardent défenseur. Il est même allé jusqu'à appeler à la manifestation du 5 février, un

(Suite page 3)

Danzas (Paris 12e)

Extension de la grève et solidarité des employés de bureau



Danzas, entreprise de transports emploie environ 350 personnes. Des camions chargés, paralysés dans la cour de l'entreprise. Aucun déchargement ne se fait depuis le 17 mai, début de la grève menée par la totalité des 180 travailleurs des quais.

(Suite page 5)

37e CONGRES CFDT

A TRAVERS INTERVENTIONS ET AMENDEMENTS

S'il est bien, parmi les délégués, une critique qui revient souvent, très souvent même, c'est que cette année les conditions de préparation et la tenue même du Congrès auront été marquées par des méthodes non démocratiques, en recul par rapport à des précédents congrès. Certes, ceux qui défendent des points de vue hostiles à la politique confédérale peuvent venir à la tribune — ce n'est déjà pas si mal, comparé aux congrès de la CGT par exemple — mais la discussion démocratique d'un texte d'orientation ne se réduit pas à la seule liberté d'expression. Les trop courts délais d'étude d'un rapport trop volumineux, le fait même que dans le congrès, sur 2 000 congressistes, un délégué comptabilise à lui seul 2 500 mandats — soit plus de un dixième du total des voix ! — et surtout l'élimination scandaleuse de quantité d'amendements qui ne sont pas retenus pour la discussion sur la résolution générale, et dont certains portant sur des questions essentielles auraient permis de mener un réel débat de fond, telles sont les critiques les plus fréquentes que l'on peut entendre à ce congrès, tels sont les reproches les plus fréquents adressés au bureau national.

(Suite page 3)

A PROPOS DE L'EXPULSION DU DIPLOMATE AMERICAIN

Consterné par le vote du Congrès demandant l'expulsion du représentant du gouvernement américain, le Bureau national sortant se réunissait le soir même et chargeait, mercredi matin, Edmond Maire de faire une déclaration pour présenter devant les délégués une nouvelle motion d'ordre. Maire devait déclarer en substance : «Pour ceux qui ont voté majoritairement la motion d'ordre, il s'agissait essentiellement de condamner l'impérialisme américain, condamnation qui sera reprise d'ailleurs dans la résolution générale. Ceci dit, le Bureau national constate que la demande de motion d'ordre et le vote du Congrès résulte d'une erreur de présentation concernant la présence des attachés sociaux. En effet, les attachés sociaux ont été présentés au même titre que les confédérations étrangères amies comme des invités de la confé-

dération. Alors qu'en fait les attachés sociaux ont avant tout pour fonction d'informer le gouvernement et les syndicats de leurs pays de la situation syndicale et sociale des pays dans lesquels ils se trouvent. En fait, ils sont à ce Congrès avec une fonction comparable à celle des journalistes». Il y a dans cette «mise au point», 2 erreurs singulières :

1/ Les attachés sociaux d'ambassades ne sont nullement assimilables à des journalistes, ce sont des fonctionnaires appointés de leurs gouvernements, chargés effectivement d'informer et de fournir des analyses à l'Etat dont ils dépendent sur les événements politiques et sociaux des pays où ils se trouvent en fonction d'ailleurs des intérêts de leur propre gouvernement.

(Suite page 3)

Montpellier A BAS LA REPRESSION ! NOUS CONTINUONS LE BOYCOTT !

Communiqué de l'Assemblée générale des étudiants de la faculté de Lettres, université Paul Valéry.

Comment en est-on arrivé au boycott des examens ? Les étudiants de l'université Paul Valéry sont entrés en grève voilà 3 mois pour l'abrogation des décrets Soisson. Au cours de la lutte

nous nous sommes aperçus que l'université d'aujourd'hui n'était pas plus défendable que l'université de demain annoncée par la réforme Soisson. Que nous offrait-elle ? Un avenir de chômeurs ou, pour une minorité privilégiée, un rôle de cadres petits chefs. Très tôt le problème des examens s'est posé. Deux courants se sont affrontés au sein du mouvement. Un courant minoritaire proposait le passage collectif des examens sur des modalités sans cesse changeantes et inapplicables dans la totalité des sections de l'université. Le courant qui s'est avéré majoritaire proposait la grève totale des examens. Après trois semaines de discussions en commissions, l'AG du mercredi 12 mai a opté pour le boycott des examens. Nous avons par cette décision montré notre volonté de lutte contre l'université telle qu'elle existe. Depuis, d'autres facultés telles que Nanterre, Grenoble ont suivi cette voie.

Que s'est-il passé le jour des examens ?

(Suite page 5)

Première journée de la réunion de l'OPEP Avertissement aux pays riches

La première journée de la conférence ministérielle de l'OPEP ouverte jeudi matin dans l'île de Bali a été essentiellement une journée de prise de contact.

La cérémonie d'ouverture a en effet occupé la majeure partie de la matinée tandis que les 13 ministres commençaient à aborder dans l'après-midi, en session restreinte, les premiers éléments de leur ordre du jour portant sur le niveau des prix du pétrole et notamment le démenagement du siège de l'OPEP.

Sur le premier point, les partisans de la modération pour un avenir proche semblent l'emporter sur l'autre tendance. Le cheik Yamani d'Arabie saoudite défenseur traditionnel de la tendance modérée, qui milite pour un maintien des prix du pétrole à leur niveau actuel, a reçu jeudi matin l'appui d'au moins trois autres membres de l'OPEP : l'Iran, l'Algérie et le Koweït.

La conséquence en sera que l'OPEP devrait se prononcer — vendredi ou samedi — soit pour une hausse inférieure à 5 %, soit pour le maintien des prix actuels jusqu'au premier janvier de l'année prochaine.

(Suite page 2)

Albanie

Le «Zeri i Populit» commente la situation au Liban

L'organe central du Parti du travail d'Albanie «Zeri i popullit» (La Voix du peuple), a publié le 18 mai un commentaire sur les événements du Liban, dénonçant vigoureusement la responsabilité principale des deux superpuissances dans la guerre civile qui ravage le pays. Nous en publions ci-dessous d'importants extraits :

«Les impérialistes américains, les sociaux-impérialistes soviétiques et leur instrument, les sionistes israéliens, ont intérêt à conserver en permanence un point de tension au Moyen-Orient, car cela rejoint leurs intérêts hégémoniques et expansionnistes dans cette région. Ils n'ont pas intérêt à régler le problème libanais sans assurer "la solution" du problème palestinien suivant leurs plans et leurs complots. Sur un plan plus étendu cela veut dire qu'ils n'ont pas intérêt à éteindre un foyer de tension avant d'en avoir créé un autre.

«La situation tendue qui persiste depuis quelques mois au Liban, montre combien elle est dangereuse et nuisible pour tous les peuples arabes et pour leur cause, combien elle est tragique pour le peuple libanais. Elle n'est profitable qu'aux ennemis des peuples arabes, et en premier lieu aux deux superpuissances, les USA et l'URSS, ainsi qu'aux sionistes israéliens...»

«Les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques, de temps à autre, expriment leurs "regrets" pour cette effusion de sang qui continue depuis

longtemps. Ces jours-ci le président américain, Ford, par exemple, a réitéré ces "regrets" et a même demandé au Congrès un crédit de 20 millions de dollars pour "aider" les victimes au Liban. Mais la phraséologie d'humaniste chrétien des deux superpuissances ne peut dissimuler la vérité. Parallèlement à leurs "regrets", en pratique, tant les impérialistes américains que les sociaux-impérialistes soviétiques, renforcent les liens et la collaboration avec Israël. Ces derniers jours, les chefs de file de Moscou ont envoyé à Tel-Aviv une délégation dont le chef a déclaré que les deux parties, sans même avoir de relations diplomatiques, pouvaient "échanger des vues" sur des problèmes qui les intéressent. Depuis longtemps les sociaux-impérialistes soviétiques donnent publiquement des assurances aux sionistes quant à leur existence et leur sécurité dans la région du Moyen-Orient...

Les deux superpuissances sont très actives au Liban. L'impérialisme américain y a envoyé depuis longtemps son propre émissaire pour y approfondir les complots antiarabes pour influencer sur le maintien de la situation tendue et de la guerre civile dans ce pays. En vérité, les deux superpuissances profitent de l'occasion pour vendre des armes aux parties belligérantes, et pour tirer entre autres des profits du sang des centaines et des milliers d'Arabes qui tombent chaque jour dans les rues de Beyrouth et des autres villes. En fait, les superpuissances jouent avec le sort du peuple libanais.

Derrière les événements au Liban il n'y a pas de problèmes religieux, ni d'intérêts de personnes particulières, comme tentent de le présenter les véritables instigateurs de ces événements. Ils sont fomentés et inspirés par les ennemis des peuples arabes. C'est précisément cette ingérence étrangère, et tout d'abord celle des deux superpuissances et des sionistes israéliens, qui cause la véritable tragédie au Liban, dresse les Arabes contre les Arabes. C'est uniquement en rejetant cette ingérence, en déjouant les plans et les complots de ses ennemis les plus féroces, des

impérialistes américains, des sociaux-impérialistes soviétiques et des sionistes israéliens, que le peuple libanais sera en état de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité du pays qui sont sérieusement menacées.»

Kampuchéa démocratique

Préparatifs en vue de la prochaine campagne rizicole

La récolte de la dernière saison des pluies a été dans l'ensemble, bonne. Pourtant, les préparatifs étaient insuffisants. D'une part, nous manquions de temps pour faire ces préparatifs, la campagne rizicole devant commencer tout de suite après la libération, et d'autre part nous manquions d'instruments de production.

Toutefois, les paysans des coopératives, sous la direction juste et clairvoyante de l'Organisation révolutionnaire, sont parvenus, au prix d'une lutte ardente, à rentrer une bonne récolte qui couvre entièrement la consommation de toute la population.

Pour cette année 1976, le peuple du Kampuchéa, guidé par l'Organisation révolutionnaire, a pour tâche de relever l'économie et de défendre et édifier le pays par bonds prodigieux, afin de le rendre prospère dans un prochain avenir.

Aussi, les coopératives apportent tous leurs soins aux préparatifs de la prochaine campagne rizicole pour s'assurer une récolte abondante.

Les préparatifs consistent à :

1/ maîtriser le problème de l'eau au plus haut degré et être prêt à faire face à toute calamité naturelle : sécheresse ou inondations, en construisant de nombreux réseaux de digues et de canaux conformément aux objectifs de l'Organisation révolutionnaire, en construisant

de nouveaux barrages et en réparant les anciens, en vérifiant et réparant les systèmes de vannes.

2/ préparer les semences en quantité double ou triple afin de pouvoir faire face à temps aux dégâts causés éventuellement par la sécheresse, les inondations ou toute autre calamité naturelle.

3/ préparer les engrais naturels de toutes sortes afin d'augmenter le rendement.

4/ bien nourrir et bien soigner les bœufs et les buffles qui représentent une force de travail très importante, pour pouvoir commencer les labours dès les premières pluies.

5/ réparer les anciens outils : charrues, herses, houes, socs, couteaux, faux, etc. et préparer tous ceux qui ont été fabriqués au cours de l'année écoulée.

6/ préparer les provisions de riz, de sel, de prahoc, de phâak, de mam et de légumes.

7/ prendre toutes les dispositions et fabriquer les médicaments en grandes quantités pour soigner et préserver la santé des paysans.

8/ construire des abris près des champs et des chantiers, et réparer et construire de nouvelles maisons résistant à la pluie et au vent, et bien éclairées pour le bien-être des paysans des coopératives.

9/ organiser les forces de travail pour effectuer les travaux divers.

Première journée de la réunion de l'OPEP

Avertissement aux pays riches

(Suite de la page 1)

La conférence de l'OPEP se tient à un moment où la CNUCED est dans l'impasse totale du fait de l'obstination de certains pays «riches» à se prononcer politiquement pour un nouvel ordre économique mondial.

D'ailleurs, dans son discours d'ouverture, le président Suharto a tenu à souligner à plusieurs reprises le lien très étroit qui existe entre la réunion de Bali, la Conférence de Nairobi et le dialogue Nord-Sud qui doit reprendre à la mi-juin à Paris. Il a même prévenu les pays industrialisés au nom des membres de l'OPEP, qu'un échec de la CNUCED entraînerait à sa perte

le dialogue Nord-Sud.

M. Suharto a également réaffirmé le droit de l'OPEP à obtenir un «prix juste» pour son pétrole à l'abri des fluctuations économiques et de l'inflation mondiale. Consciente de ses responsabilités dans la recherche d'un nouvel ordre économique mondial, et des intérêts des pays non-producteurs de pétrole, l'OPEP, a-t-il conclu, conseille aux pays industrialisés de stabiliser leurs produits s'ils tiennent à ce que le prix du pétrole se stabilise également. Dans le cas contraire, l'OPEP, liée aux résultats de la CNUCED, saurait prendre des dispositions en conséquence.

Chine

LA VIE CULTURELLE D'UN VILLAGE DE MONTAGNE

La Révolution culturelle a bouleversé la vie culturelle des ouvriers, soldats, paysans chinois, en leur donnant la direction dans ce domaine aussi, jusque là réservé aux intellectuels et fortement teintée de l'idéologie bourgeoise.

Houlsiat-chouang, brigade de production du district de Linshien, au bord du canal «Drapeau rouge», en est un exemple.

Depuis 1966 et surtout, depuis le mouvement de critique de Lin Piao et Confucius, la vie culturelle socialiste de ce village de montagne s'est faite plus riche et plus variée.

Dix groupes de culture socialiste ont été créés :

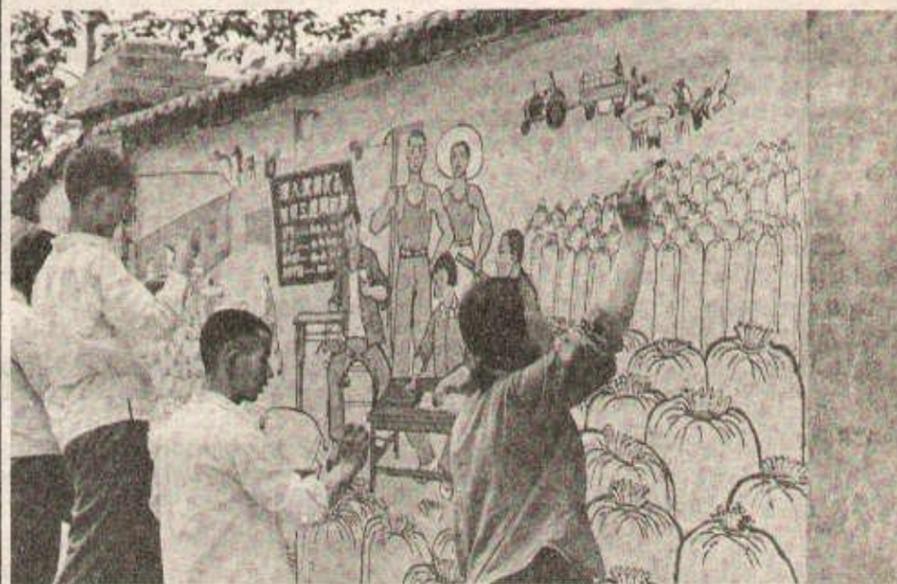
— le groupe de rédaction des journaux muraux critiquant le révisionnisme et le capitalisme dans leurs manifestations concrètes et propageant le marxisme-léninisme ;

— la salle de bibliothèque, chaque équipe de production comprend une bibliothèque ;

— le groupe de projection de diapositives qui, en liaison avec la réalité de la brigade, dessine lui-même les images ;

— le groupe de création des Beaux-arts ;

— le groupe de sport qui organise jeux de ballon, wouhou (art de combat traditionnel), gymnastique et activités de sport militaire.



Les villageois décorent eux-mêmes leurs maisons, leurs peintures vantent les réalisations du socialisme. (Photo Chine-nouvelle).

— le groupe d'études théoriques, qui aide les paysans à étudier les œuvres de

— le groupe de créations littéraires et artistiques, il organise aussi des récitals de poèmes ;

— le groupe de propagande artistique, il a pour tâche de mobiliser les masses et d'organiser des activités artistiques de masse ;

— un réseau de diffusion par haut-parleurs ayant comme centre la salle de transmission de la bridage et reliant toutes les familles paysannes ;

Les paysans participent à ces activités chacun selon ses goûts et ses côtés-forts et sur la base du libre consentement. Nombreux sont ceux qui participent à plusieurs groupes en même temps. Un exemple : depuis un an, 1 100 membres de la brigade sur 1 900 ont été acteurs dans des pièces à thèmes révolutionnaires contemporains ou des saynètes mises en scène par eux-mêmes.

Plus personne désormais ne s'intéresse aux histoires et aux chansons anciennes, jadis fort répandues, propageant les idées féodales, capitalistes et révisionnistes.

nouvelles intérieures

37e Congrès de la CFDT

A TRAVERS INTERVENTIONS
ET AMENDEMENTS

Suite de la page une.

Voici quelques extraits d'amendements relevés dans le volumineux document où sont publiés tous ceux qui ne seront pas discutés mais qui témoignent de l'existence de la lutte entre conceptions opposées au sein de la CFDT, ce que certains s'efforcent de masquer.

DOUMENG
CONDAMNÉ

Suite de la page une.
«Comité d'action viticole» s'est créé "spontanément" dans sa région, dont il a été "nommé" responsable.»

Rappelons pour mémoire que Doumeng est maire et conseiller général PCF, fondateur du MODEF, syndicat agricole contrôlé au sommet par les révisionnistes.

Ainsi, Doumeng comme les compères qui dirigent son parti, est doublement fraudeur, menteur et trafiquant. Doublement parce que non content d'exploiter comme c'est le propre de la bourgeoisie, cet individu utilise le nom glorieux de communiste pour coiffer ses activités.

La justice de sa classe l'a condamné pour l'escroquerie financière. Le peuple saura le condamner un jour sévèrement pour tous ses méfaits financiers et politiques.

— A propos de la crise mondiale du capitalisme et de l'URSS dans le chapitre 1 de la Résolution générale, quelques amendements :

«Ayant réinstauré un capitalisme d'Etat, l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est sont touchés à leur tour par les effets de la crise du système capitaliste». «La détention d'armes thermonucléaires par les deux superpuissances les conduit à maintenir leur domination dans leurs zones d'influence respectives, et à continuer leur lutte pour l'étendre au risque d'un conflit mondial».

— A propos de l'union des forces populaires : «Le Congrès estime que l'unification syndicale n'est pas pour des temps prévisibles puisque nos positions, nos conceptions, nos stratégies sont divergentes. Nous n'avons pas la même conception du socialisme et de sa construction. C'est que cela conduirait, aujourd'hui à reprendre les objectifs et la stratégie de la CGT, à organiser des tendances et donc à rendre l'action syndicale totalement inefficace». «L'union des forces populaires ne saurait donc se confondre avec la stratégie du Programme commun, qui laisse subsister le système capitaliste et ne pose pas les bases du socialisme autogestionnaire». «La Confédération doit rejeter toute illusion électoraliste ne tendant à satisfaire que les intérêts "politiciens" de quelques man-

darins en mal de pouvoir. La seule solution d'un changement radical de société ne se fera pas par un simple changement de l'équipe dirigeante, mais par la prise de conscience collective des travailleurs de leurs propres facultés de gestion de la société».

— Le rôle de la section syndicale : «Le rôle de la section syndicale est : d'élaborer avec les adhérents et les travailleurs les revendications qui unissent l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, de conduire l'action en faisant participer le maximum de travailleurs, par des assemblées générales qui assurent la plus large démocratie dans la définition des revendications et des formes de lutte, en privilégiant des comités de grève — élus en assemblée générale par les travailleurs en grève — partout où cela est possible et suivant la réalité objective de la situation, qui permettent aux syndiqués et non-syndiqués de participer activement à la direction des luttes, par des comités de soutien qui permettent de populariser les conflits et de forcer le blocage de l'information du pouvoir».

(Suite dans notre prochaine édition).

Une opposition croissante à la ligne
du Bureau national

La publication du résultat des élections au Bureau national et du vote sur les trois années d'activité du Bureau national sortant, a provoqué une certaine surprise, jeudi soir à Annecy. Seulement 66 % des mandats ont approuvé le bilan du Bureau national sortant, 12 % s'abstenaient et plus de 20 % votaient contre. Les commentaires allaient bon train parmi les délégués. Les précédents congrès votaient à la fois pour l'activité passée et la résolution générale (à Nantes, elles furent approuvées en 1973 par plus de 80 % des mandats).

Pour beaucoup de délégués, ce vote est le résultat de l'orientation confusionniste et opportuniste de la Confédération de plus en plus contestée par les adhérents. La réponse d'Edmond Maire jeudi matin aux interventions des deux jours précédents ne faisait que renforcer cette impression. Attaquant un certain nombre d'interventions critiques à l'égard de la résolution générale, il devait une fois de plus louvoyer entre divers écueils pour réaffirmer la volonté du Bureau national de soutenir les manœuvres électorales des partis de l'Union de la gauche pour

accéder au gouvernement lors des prochaines législatures.

C'est effectivement la question centrale de ce congrès ; les dirigeants de la CFDT plutôt que de répondre aux critiques de ceux qui n'ont aucune confiance dans les partis de gauche, ou aux inquiétudes de ceux qui se demandent comment la CFDT resterait indépendante de ce gouvernement, répètent que cela est désormais un objectif crédible, que c'est un espoir pour les travailleurs et assurent qu'ils ne se soumettront pas à un tel gouvernement sans concrétiser, et pour cause, comment ils s'y prendraient. Les déclarations récentes de Mitterrand sur son attachement à l'ordre capitaliste, le projet capitaliste bureaucratique d'Etat du PCF, la nature capitaliste et impérialiste de l'URSS, Edmond Maire n'en a pas dit mot, ou au mieux a affirmé que cela n'a rien à voir avec sa conception de «socialisme autogestionnaire».

Pour justifier le fait qu'il s'engage à soutenir malgré tout l'arrivée au gouvernement des partis de gauche, il brocarde ceux qui n'en veulent pas en expliquant «qu'on a les partis que l'on mérite».

Selon Edmond Maire mépriser ou condamner le PCF

ou le PS, serait mépriser les travailleurs qui votent pour eux. Avec de tels raisonnements, il n'aurait pas fallu combattre non plus le gaullisme lorsqu'il recueillait 80 % des voix au référendum de 1958. Ce que proposent les dirigeants CFDT aux travailleurs, c'est la résignation et la capitulation dans les faits, malgré les protestations d'indépendance, face à une solution de rechange bourgeoise qui maintiendrait en place le système capitaliste et qui de surcroît, serait lié au social-impérialisme qui dissimule de moins en moins ses ambitions d'hégémonie mondiale.

N'en déplaise à Edmond Maire, l'enthousiasme et l'espoir que représenterait selon lui une accession prochaine de la gauche au pouvoir, nous ne les avons guère vus se manifester tout au long de ce congrès, mis à part quelques délégués.

Au contraire nous n'avons vu s'exprimer le plus souvent qu'inquiétude, crainte et désarroi, et quelques fois, le refus catégorique d'emprunter la voie proposée par le Bureau national qui fait inévitablement de la CFDT un instrument du PS et du PCF pour la conquête des fauteuils ministériels.

A PROPOS DE L'EXPULSION
DU DIPLOMATE AMERICAIN

La motion du bureau national, ou l'art de noyer le poisson

Suite de la page une.

Edmond Maire insinue que l'erreur vient de la présentation faite la veille sur les conditions de la présence de ces attachés sociaux. Or, il n'y a pas eu erreur de présentation, car enfin ces attachés sociaux ont bien été invités par la confédération, Edmond Maire l'avouera lui-même par la suite, ils ne siégeaient nullement dans l'enclos des journalistes mais avec les délégations invitées.

Après avoir présenté les excuses du Bureau national à toutes les personnes concernées (les attachés des ambassades d'Allemagne, d'Angleterre, et d'Israël se sont solidarisés avec l'américain), Maire regrettait ensuite que le Congrès n'ait pas fait preuve de tolérance, qui est, selon lui, le propre d'une organisation autogestionnaire. Qu'est-ce que cette tolérance au-dessus des contradictions de classe de la société ? N'est-ce pas plutôt là le propre de l'opportuniste qui se refuse à faire une distinction entre les oppresseurs et les opprimés, entre les agresseurs et les agressés. Faut-il aussi être tolérant à l'égard de la bourgeoisie, des agressions de CRS ? Ce ne sont certes pas les conceptions qui animent la masse des adhérents de la CFDT, fort heureusement !

Cette étrange conception de la lutte de classes dont a fait preuve le Bureau national, unanime, et que

l'on retrouve dans l'intervention d'ouverture d'Edmond Maire, n'a rien à voir avec une bévée organisationnelle, comme en témoigne entre autres exemples, la présence dans les délégations étrangères invitées d'une délégation du syndicat sioniste Histadrout !

Mais le secrétaire général ne devait pas en rester là, citant une autre motion émanant du syndicat du personnel de la distribution des eaux qui dit : «Exclure les USA c'est bien, mais il existe deux superpuissances, USA et URSS. Il ne s'agit pas de choisir entre les deux, mais au contraire de condamner tous les impérialismes, en conséquence nous condamnons l'invitation faite aux représentants officiels de ces deux superpuissances et nous demandons leur départ s'ils se trouvent sur les lieux du Congrès». Il faisait le commentaire suivant : «En discutant de cette motion d'ordre, il est apparu au Bureau national qu'une exploitation était en train d'être faite du vote du Congrès d'hier dans un sens que n'a certainement pas voulu la majorité des votants. Car enfin, est-il pensable que le Congrès décide ainsi d'évincer un à un les invités du Bureau national ?»

Outre qu'il confirmait ainsi l'invitation faite aux représentants des deux impérialismes les plus puissants du globe, Edmond Maire recouvrait

d'une poignée de sable le début d'incendie allumé la veille. Il devait obtenir d'ailleurs le vote favorable de la majorité du Congrès (16 000 mandats contre 5 000) pour ne plus remettre en cause la participation ou la présence de qui que ce soit !

Cette volonté d'éviter une discussion au Congrès sur le fond de l'analyse de la situation internationale que fait la CFDT, et plus particulièrement de l'attitude à adopter à l'égard de l'URSS, s'est également manifestée dans la mise à l'écart d'amendements portant sur ces questions. Alors que la confédération se plaint souvent du désintérêt des militants pour le secteur international, l'incident de mardi et de mercredi prouve qu'il en va autrement en réalité, ce sera sûrement l'occasion pour de nombreux adhérents de la confédération, fermement attachés à l'internationalisme prolétarien d'être plus exigeants et offensifs sur ces questions importantes pour la tactique et la stratégie d'un syndicalisme de classe authentique ; c'est ce que devait rappeler d'ailleurs le seul intervenant immigré du Congrès (délégué des syndicats automobiles et cycles de Peugeot) qui termina son intervention par ces mots : «Les ambassades que nous devons reconnaître en priorité ce sont les travailleurs immigrés que nous côtoyons chaque jour dans et hors des entreprises».

Meeting de soutien à E. Siméoni en corse

«Le seul responsable,
c'est l'Etat»

Jeudi après-midi, l'Associu di patrioti corsi (APC), qui se proclame «l'héritière spirituelle de l'ex-ARC», organisait un meeting à Caterraggio, non loin d'Aléria en Corse. Trois mille personnes s'étaient rassemblées pour soutenir Edmond Siméoni et ses camarades actuellement en procès devant la cour de sûreté de l'Etat.

Avant que soit projeté un montage audio-visuel sur le dernier congrès de l'ARC à Corte, et que soit joué un sketch sur l'audience du 20 mai du procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades devant la cour de sûreté de l'Etat, Noël Pantalacci était intervenu au nom de l'Union des lycéens corses (ULC) et avait déclaré «Aléria est un peuple qui refuse de disparaître, c'est une étape essentielle de la lutte. Pour les jeunes, il n'est pas question de condamnation d'Edmond Siméoni et de ses co-inculpés car le seul responsable c'est l'Etat». Pour sa part Ange-Marie Renucci avait retracé le déroulement du procès et, résumant la pensée de ses amis présents également à l'audience, avait expliqué : «Pour eux, c'est plutôt l'acquiescement qui devrait être prononcé et si une condamnation devait être prononcée, le peuple corse ne saurait l'accepter, car le droit c'est nous qui l'avons».

Les jeunes avocats en Congrès

Le Congrès de la Fédération nationale des Unions de jeunes avocats s'est ouvert jeudi à Montpellier, en présence de 340 délégués représentant les 55 unions régionales. Au cours de la première journée de ses assises, le congrès, qui devait prendre fin aujourd'hui samedi, a entendu trois rapports. L'un, émanant de l'Union régionale de Bordeaux, a notamment mis en relief toutes les formes par lesquelles la bourgeoisie et son gouvernement peuvent faire pression sur la magistrature ou la priver de certaines de ses prérogatives. Le rapporteur devait souligner qu'à son sens «il n'est pas vrai que la justice soit la même pour tous».



St-Avoid (Moselle)

13 JOURS DE GREVE A CDF CHIMIE

Les 2 400 travailleurs de CDF-Chimie (la plate-forme lorraine) de Saint-Avoid (Moselle) ont mené une grève avec occupation pendant 13 jours. La revendication principale portait sur la suppression de l'article 8. L'article 8 prévoit que le quantitatif de l'accord salarial (signé par la CGC et la CFTC) serait récupéré par la direction au cours de l'année si d'autres revendications catégorielles (ou autres) devaient être satisfaites en cours d'année.

C'est une manière pour la direction d'essayer de museler les travailleurs. En effet revendiquer et obtenir quelque chose et se le voir relir sous une autre forme, ne sert à rien. Sa suppression a été acquise. Egalement il y avait des poursuites judiciaires contre ceux de Mons (près de Lacq), elles ont été levées. Le réemploi de ceux de la SCASA à CDF-Chimie (ils demandaient à y être rattachés) est acquis. Par contre le paiement des jours de grève n'est pas acquis (ils toucheraient 20 % quand ils partiraient à la retraite ou quitteraient la boîte !!). Quant aux augmentations de primes trimestrielles : rien ; et des miettes comme augmentation de salaire : 50 F pour le 1er trimestre, 100 F pour le 2e.

La reprise a été décidée estimant que l'essentiel était relativement favorable, mais beaucoup restent sur leur faim.

UN POINT DE VUE DE CLASSE...

Le bulletin municipal de Montreuil (mois de mai) donne un aperçu de ce que signifie, pour le PCF, «lutte des travailleurs».

On peut y lire à propos de la lutte contre les licenciements chez Barthelay : «Barthelay fabriquait des machines de transfert dont seules peuvent s'équiper des entreprises de grande envergure, comme Citroën. L'arrêt de la fabrication risque à plus ou moins long terme, de gêner la production de ces grandes entreprises.

«Ce conflit est une fois de plus la démonstration, n'en déplaise à M. Ceyrac, président du CNPF, que la lutte des travailleurs, loin d'acculer les entreprises à la faillite, concourt à la préservation du potentiel économique et industriel de notre département, de notre pays.»

Sous quel angle sont donc vus la fermeture d'une usine et les licenciements... ? Sous l'angle de la production, pour assurer le bon fonctionnement des trusts (ici Citroën...).

On l'avait vu à Grandin, ce qui importe pour le PCF c'est que les boîtes tournent et tant pis pour ceux ou celles qui ne sont pas repris ; il s'agit de remettre en route l'économie capitaliste.

Randonnai (Orne)

GREVE DEPUIS LE 11 MAI AUX FONDERIES SFAR

Aux usines de fonderie SFAR à Randonnai dans l'Orne 400 travailleurs immigrés (Marocains, Turcs, Portugais) sont en grève depuis le 11 mai.

Le maire de Randonnai, Métra, est PDG de l'usine SFAR où la grève a été décidée à la base par tous les travailleurs soutenus au départ par 40 travailleurs français.

Elle a été déclenchée suite à une journée de travail perdue lors d'une grève EDF que la direction refusait de payer ; ce fut l'étincelle car en fait le mécontentement était grand :

1) la nouvelle grille de classification a changé des OS1 en manœuvres et des OS2 en OS1, ce qui a entraîné des diminutions de salaires ; de plus le quart d'heure de douche par jour compris sur le temps de travail n'a jamais été payé ;

2) des conditions de logement inhumaines et racistes. Une cabane de 10 à 12 m², dont les murs sont habités par les rats et les punaises. 3 ou 4 hommes par cabane payant chacun 130 F, le chauffage restant à la charge des travailleurs. A savoir qu'ils y font la cuisine, qu'ils y dorment et que les travailleurs n'ont pas tous les mêmes horaires de travail. Un nouveau foyer a été construit, la date de mise en service est toujours retardée. On y retrouve, au comité de gestion, le PDG de l'usine, Métra. Les travailleurs seront toujours 3 par chambre avec un loyer de 200 à 250 F par personne pour une seule pièce. Et

ce foyer est conçu pour 215 travailleurs seulement ;

3) à la SFAR, les conditions de travail sont extrêmement pénibles. D'ailleurs Métra a su dire à un travailleur : «Ici on n'embauche pas des travailleurs usés on les use».

On ne peut entrer dans l'usine sans masque, telle-ment la poussière est épaisse. Plus d'une vingtaine de travailleurs ont été hospitalisés pour tuberculose l'an dernier. Deux sont morts le mois dernier, l'un a été brûlé, l'autre est tombé de huit mètres de haut, il est resté huit heures sans aucun secours.

Il existe à l'usine, une section syndicale CGT qui

n'a pas réagi, suite à la mort des deux ouvriers, et ce n'est pas elle qui a fait appel à la grève, mais ce sont bien les ouvriers qui l'ont décidée. Un travailleur marocain non syndiqué connaissant bien le français, s'est porté volontaire pour représenter ses camarades grévistes. Tous les soirs ils se réunissent avec leur délégué qui participe aux négociations avec le délégué CGT, pour avoir les dernières informations (à savoir que le délégué CGT ne participe pas à ces assemblées).

Quatre jours après le déclenchement de la grève, les ouvriers de Ponchardon (filiale de la SFAR) — avec une majorité de travailleurs français — solidaires ont arrêté toute production en posant les mêmes revendications.

Il est indispensable qu'un soutien se développe dans la région, ainsi l'UL-CFDT de l'Aigle et de Mortagne a pris contact avec les travailleurs. Un tract rédigé en plusieurs langues a été distribué, exprimant la solidarité des travailleurs de la région et la nécessité d'organiser un soutien financier.

C'est dans un grand enthousiasme qu'il fut reçu. Après plusieurs démarches de la CFDT auprès de la délégation CGT, celle-ci refuse tout soutien. C'est bien directement aux travailleurs qu'il faut s'adresser.

Nous avons pu entendre de la part de la délégation CGT «Vous savez, travailler avec des immigrés c'est pas facile, ils sont très nerveux, il a fallu les contenir et trier leurs revendications». Peut-on conclure que la CGT qui est implantée dans les usines de Randonnai est raciste ?

A Ponchardon les délégués CGT ne s'opposent pas au blocage de la production, mais à Randonnai, la CGT refuse de bloquer la production de l'usine sous prétexte «de liberté du travail». Nos frères immigrés sont très déterminés et ne reprendront le travail que s'ils ont obtenu la totalité de leurs revendications. Ils disent «Notre lutte doit être celle de la classe ouvrière et non pas uniquement une lutte des immigrés». Leur volonté est sabotée par la CGT puisque actuellement elle ne met en avant que l'augmentation de salaire et refuse tout soutien des travailleurs de la région.

Correspondant HR
Article approuvé par les travailleurs

SNIAS

(Marignane)

PROCES DE LA REPRESSION SYNDICALE

C'était lundi 24 mai, au Palais de justice d'Aix-en-Provence, que la direction de la SNIAS comparait pour «entrave aux libertés d'exercice des libertés syndicales». Le 18 septembre dernier, la CFDT s'était portée partie civile. A la SNIAS, spécialisée dans la construction d'hélicoptères, travaillent 6 500 salariés. Bien connue dans la région pour sa direction musclée, spécialisée dans la chasse aux syndicalistes combattifs. Le directeur Carayon avait été déjà condamné le 7 octobre 1975 pour entrave au fonctionnement des activités syndicales.

Les cadres de l'usine étaient présents pour soutenir le patron. Ces mêmes cadres avaient organisé une collecte pour aider le directeur à payer son amende d'octobre ! Pour les ouvriers, après quelques difficultés pour accéder à la salle d'audience, une cinquantaine d'entre eux purent y pénétrer.

Les faits sont parlants d'eux-mêmes, concernant cette répression. Le jour-même de la déclaration de la section CFDT (septembre 75), les 5 délégués désignés officiellement sont tous mutés dans la demi-heure qui suit la prise de leur travail. Cette mutation s'accompagne de déqualification professionnelle et d'un avancement compromis de leur carrière. 2 exemples : a/ un salarié possédant un brevet de technicien supérieur est affecté à des copies de chiffres ; b/ un chef de groupe technico-commercial rédige des bons de sortie. La direction sans sourcilier parle de coïncidence ! Or trente-cinq personnes furent mutées ce jour-là ! La direction prétexte : nécessité de service, adaptation aux postes, etc.

Personne n'est dupe, il est clair que le directeur, le chef du personnel, avaient voulu frapper un grand coup pour manifester leur détermination farouche de s'opposer à toutes les actions que pourraient vouloir déclencher un nouveau syndicat dynamique. La hâte même de cette mutation est significative, les 6 délégués n'ont même pas pu finir le travail en cours.

Le procureur a demandé le maximum de peine contre la direction. Le jugement sera rendu le 21 juin prochain.

Correspondant HR.

Alors que les métallos affrontent la police et l'intransigeance patronale, les révisionnistes veulent briser la grève de la CIT, puis toutes les autres.

SUIVRE LA CGT ABOUTIRAIT A L'ECHEC

En lutte depuis un mois, les métallos de La Rochelle sont entrés dans une nouvelle phase en ayant à affronter d'une part la police (notamment à la CIT), et d'autre part les responsables révisionnistes CGT-PCF dont les manœuvres de division et antigèves sont aujourd'hui de plus en plus ouvertes.

Ainsi, mardi, les responsables CGT ont appelé à un meeting SEULS, divisant ainsi les ouvriers. Ils ont racolé dans tout le département, pas pour soutenir les ouvrières de la CIT-Alcatel qui, la veille, s'étaient affrontées aux CRS avec les autres métallos, mais comme ils l'ont fait avec ceux qui étaient devant la CIT, pour les amener à écouter leurs sornettes mensongères sur leur programme bourgeois de gouvernement soi-disant de gauche. Pour appuyer leur politique, ils avaient fait appel au secrétaire fédéral CGT ; avec cette manœuvre il n'y avait pratiquement personne devant la CIT. Or, le matin il y avait une majorité de grévistes à la CIT et la CFDT avait proposé de faire un meeting, la CGT a refusé !

Le matin, un certain nombre d'ouvrières de la CIT étaient rentrées au travail, à cela il y avait plusieurs raisons.

Pour celles qui ont une famille à nourrir, il y a bien sûr le fait qu'elles n'ont plus un sou. Mais en fait, vendredi dernier il y avait 3 millions (d'anciens francs) en caisse, et ils n'ont pas servi à aider les plus nécessiteux pour qu'ils puissent continuer la lutte. C'est là une grave insuffisance du mouvement. C'est un coup porté au moral.

Il y a également la violence policière, les flics cherchent les affrontements, «ils nous tirent dessus à la fronde» !

Des ouvrières cherchent à discuter avec celles qui ont repris, mais elles sortent de l'usine en car encadré par 2 pleins cars de gardes-mobiles et un command -car ! Néanmoins celles qui étaient

entrées à l'intérieur de l'usine ont refusé mardi matin de travailler.

Les révisionnistes à la tête de la CGT appellent ouvertement à briser la grève de la CIT : «grève minoritaire» (ce qui est absolument faux) «faut laisser tomber» ! Certains à la CFDT suivent la CGT, d'autres veulent continuer ce qui leur fait dire (en parlant de la Fédé métallurgie CFDT) : «L'Etat-Major il est pourri». Pour les bonzes CGT le discours de reprise est prévu depuis longtemps, plusieurs tentatives ont déjà été faites en «douceur». D'après ces renégats ce n'est pas nécessaire de se battre classe contre classe, il faut attendre le divin «Programme commun».

Bien des ouvriers et ouvrières sont écœurés par ces manœuvres politiciennes de tout bord, deux déléguées CGT veulent démissionner de leur mandat. A la CIT ils se sentent «lâchés» surtout quand c'est la CGT (largement majoritaire) qui, avant venait les chercher et maintenant leur donne l'ordre de réemboucher.

Aujourd'hui se pose donc avec acuité le problème : être suiviste par rapport aux révisionnistes ou prendre une position ferme — de lutte de classe — même si l'on est minoritaire, et chercher à gagner la majorité sur une juste position ?

Les faits concrets le démontrent clairement : le révisionnisme est un ennemi, qui se place aux côtés du patronat, on ne doit rien en attendre, tout suivisme est une capitulation de classe. Il doit être combattu, l'avenir de la lutte en dépend.



Danzas (Paris 12e)

EXTENSION DE LA GREVE ET SOLIDARITE DES EMPLOYES

(Suite de la page 1)

Un travailleur nous explique «où en est la grève» : «Aujourd'hui, le fait le plus marquant est l'extension de la grève du personnel de quai au personnel des bureaux (200 employés). C'est un changement d'attitude. Au départ, le patron et les chefs ont multiplié les mesures de division : extorsion de signatures pour une pétition contre la grève avec des menaces de licenciement pour les employés qui ne voulaient pas la signer ; obligation pour les employés de bureau d'aller travailler sur les quais. Mais ceux-ci ont refusé et commencé à discuter de nos revendications

de provocation. Vendredi dernier, entre 13 heures et 14 heures, le patron et un huissier sont venus bousculer le piquet de grève, souhaitant entraîner une réaction violente de notre part, et prendre des photos. Au cours de cette provocation, un camarade a été blessé et a dû être hospitalisé.

Le patron nous avait entraînés devant les tribunaux ce vendredi-là pour grève illégale. Le tribunal a déclaré que la grève était pour nous un droit. Donc, de nouveau, échec du patron et nomination d'un médiateur pour essayer d'ouvrir les négociations. Le patron nous a assignés devant les tribunaux ven-

ter les négociations à juillet, ce qui est une manœuvre, car les ouvriers sont en vacances. A la dernière réunion, la direction nous a proposé 3 % d'augmentation à partir de mai avec 80 F minimum.

Nous estimons que cette proposition est nettement insuffisante par rapport à nos revendications : ce sont des miettes. Nous, nous voulons :

- déblocage de coefficient pour tous les travailleurs ;
- augmentation de salaire de 200 F par mois à partir de mai ;
- mensualisation des travailleurs, à partir de 6 mois de maison ;

prises de transport. Les salaires de base vont de 1 400 F à 2 200 F, ceci pour un travail de 45 heures par semaine minimum et l'obligation de travailler un samedi sur trois. Nous sommes divisés en trois groupes de travail : 7 h - 17 h ; 12 h - 21 h ; 21 h 30 - 6 h 45. Les travailleurs de l'équipe de nuit ne touchent que 100 F de plus par mois. Des primes de tonnage dérisoires nous sont supprimées pour la moindre absence. Depuis 1970, le personnel est réduit et le tonnage augmente. Les conditions de travail sont très dures ; tous les employés ont déjà eu au moins un accident de travail.

Notre comité de grève regroupe les délégués du personnel CGT-CFDT, et des éléments actifs. Toutes les décisions sont prises au cours d'assemblées générales, aussi bien pour la prolongation de la grève que pour l'établissement de nos revendications. Le comité est divisé en plusieurs groupes, dont celui de la popularisation qui est déjà entré en contact avec les entreprises de transports avoisinantes.

Plus de 90 % des employés de quai sont des travailleurs immigrés conscients qu'ils sont les plus opprimés, exploités, mé-

prisés. Nous attendons la décision du tribunal pour décider quelle sera la suite de notre mouvement. De toutes façons, après 12 jours de grève, nous n'avons jamais été aussi déterminés.

Ce reportage a été réalisé par une association de photographes amateurs au service des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes.



Les camions paralysés dans la cour de l'entrepôt Danzas le 26 mai.

dans leurs locaux. A partir de ce moment-là, leur attitude est devenue de plus en plus amicale. Ils nous ont apporté un soutien financier, plus que symbolique. Certains ont rejoint même le mouvement. Suite à cet échec de tentative de division, la direction n'a pas hésité à employer d'autres méthodes

dredi 28, à 14 heures pour occupation et voie de faits, prétextant qu'il y a eu des dégradations, alors que nous assurons la surveillance de la marchandise entreposée.

Le patron est intransigeant et refuse de négocier, fidèle à son attitude paternaliste dégradante pour nous. Il veut repor-

- application d'une nouvelle grille ;

- paiement des journées de grève.

La direction a largement les moyens de payer, puisqu'elle construit actuellement des entrepôts en Amérique latine et que nous percevons des salaires très inférieurs aux autres entre-

Luttes étudiantes

A BAS LA REPRESSION ! NOUS CONTINUONS LE BOYCOTT !

(Suite de la page 1)

Décider de faire la grève des examens, c'était bouleverser le fonctionnement de l'université et par conséquent se préparer à un affrontement direct avec la police. Le recours à la violence n'était donc pas un acte gratuit comme certains voudraient le faire croire, mais la seule possibilité d'appliquer les décisions prises à la majorité en assemblée générale. Voilà ce qu'il en est des 50, 60 personnes évoquées par «Midi-libre».

Inutile de dire que les forces de l'ordre, le 24 mai au matin devant la fac, se sont montrées dans leur réalité hideuse. Les «braves CRS des plages», les «douls gendarmes des carrefours» se sont transformés sous les ordres de l'Etat libéral avancé en brutes sanguinaires. Une centaine d'étudiants

entre le lundi et le mardi se sont faits arrêter, matraquer et deux d'entre nous ont été inculpés risquant des peines graves. L'organisation militaire du boycott effectuée le lundi a permis d'éviter des arrestations du type de celles qui se sont faites massivement mardi à la suite du rassemblement pacifique. On notera à ce sujet le soutien permanent des professeurs et entre autres ceux du SNESup aux forces de l'ordre. Ce sont les professeurs du SNESup qui assuraient le contrôle des cartes des étudiants aux côtés des CRS.

Voilà ce qui arrive quand on s'oppose au pouvoir. Comme les travailleurs qui occupent leurs usines, les vaticuliers ont pu en faire l'expérience. Ceux qui ont réprimé et tiré à Montredon sont aujourd'hui dans notre fac.

Centre hospitalier régional de Rennes

Grève des brancardiers, aides-radios et secrétaires-radios

Les brancardiers, aides-radios, et secrétaires des services de radiologie ce sont mis en grève pour «une prime mensuelle de 13 h supplémentaires» (qui est déjà accordée aux manipulatrices radio), «Le droit aux congés rayons X» (les manipulatrices radio ont droit à 22 jours par an de congés supplémentaires parce qu'elles sont exposées aux rayons X pendant leur travail). Or les brancardiers, aides-radios et secrétaires, travaillent aussi

Aujourd'hui, où en est-on ? La lutte continue pour le boycott sous toutes ses formes. Malgré les déclarations du président de l'université, Martel, dans les journaux et à la radio, la grande majorité des étudiants a refusé de passer les examens. Au total, le succès du boycott est de 70 %.

Plus que jamais, nous réclamons la libération de tous les emprisonnés.

Coûte que coûte, nous continuerons le boycott !

dans les services de radio et sont également soumis aux radiations ionisantes (rayons X). Ils réclament aussi une qualification pour les brancardiers. Bien souvent les brancardiers sont seuls pour surveiller des malades qui souvent sont sous perfusion, comateux, ou agités.

Au cours d'une assemblée générale de plus de la moitié des employés de la radio, une délégation alla

porter les revendications à la direction, qui fixa un rendez-vous pour lundi. Quand les délégués se sont présentés lundi, on leur a dit : «Le directeur est en réunion... et il ne peut vous recevoir».

Devant cette attitude méprisante, la grève a été décidée, elle était totale à la radio de l'Hôtel-Dieu et à 55 % à Pontchaillou où il y eut grève sur le tas.

Après une autre AG, les employés de la radio ont été tous ensemble à la direction pour exiger leurs revendications, celle-ci renvoya l'entrevue pour vendredi, espérant ainsi laisser pourrir le mouvement.

Puis, il fut décidé collectivement (en AG) de continuer la grève tant que la direction ne lâche pas. L'unité des grévistes se renforce.

Correspondant HR

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE COORDINATION DES ÉLÈVES-INFIRMIÈRES D'ANNECY

Dans un communiqué, le comité de coordination des élèves infirmiers d'Annecy, dénonce l'intervention policière du 21 mai contre les élèves infirmiers de l'hôpital Poincaré à Garches (92). Puis il indique que : «Devant de tels faits, le comité de coordination des élèves infirmiers d'Annecy tient à manifester aux travailleurs de l'hôpital de Garches son entière solidarité et à dénoncer la répression sauvage qui frappe de plus en plus massivement les ouvriers, les petits paysans, les étudiants, les immigrés et les autres travailleurs».

Le comité de coordination estime que la meilleure réponse que peuvent apporter les élèves infirmiers et les autres travailleurs en formation de la Santé (assistantes sociales, kinésithérapeutes, etc.) à l'action de la police, consiste à se mobiliser largement pour que leurs revendications communes soient satisfaites. Le comité de coordination appelle donc les élèves infirmiers à exiger un statut de travailleur en formation et un salaire égal au SMIC.

Transmis par un correspondant HR

Marseille

A l'hôpital comme ailleurs

Ne laissons pas licencier les travailleurs

Le Conseil technique a licencié 11 stagiaires aide-soignants à Marseille (voir HR No 490). Une première délégation de 150 stagiaires du secteur sanitaire et social des Bouches-du-Rhône, avait pour la première fois osé se rendre à la direction départementale de l'Action sanitaire et sociale (DDASS), le 12 mai. Mme Grimaud, la directrice, devait constater : que les conseils techniques n'existent pas dans le statut des élèves aides-soignants ; elle pense que les licenciements sont illégaux ; que le patron des aides-soignants est le directeur de l'Assistance publique de Marseille et que c'est lui qu'il fallait aller voir.

Le 25 mai, toutes les écoles d'aides-soignants, d'infirmiers et infirmiers psychiatriques de la région étaient en grève de soutien. Et une délégation d'une centaine de stagiaires est allée à l'Assistance publique de Marseille.

Le secrétaire général (de l'AP) leur a confirmé que les licenciements étaient illégaux, les conseils techniques étaient une pure invention de l'administration ; que le système de notation théorique et pratique serait revu, et la formation homogénéisée dans les écoles d'aides-soignants ; qu'en haut lieu on ne comprenait pas que les infirmiers diplômés d'Etat n'avaient toujours pas le statut de «travailleurs en formation», ce qui leur donnerait entre autres un salaire, le droit syndical, etc. ; mais qu'il fallait revenir voir le directeur dans quelques jours...

Nos camarades ne sont toujours pas réintégrés. Il est clair qu'en renvoyant de semaine en semaine on espère que le mouvement s'effilochera, surtout à l'approche des vacances et des examens, mais aussi, qu'au ministère on a peur de la mobilisation qui se développe dans toute la France dans le secteur sanitaire et social contre la réforme hospitalière de Simone Weil.

Un premier acquis : tous les conseils techniques sont suspendus jusqu'à nouvel ordre du ministère. Donc, plus de nouveaux licenciements pour le moment.

Une stagiaire infirmière psychiatrique



Enseignement

Entretien avec Jacques Papinski

«L'inspecteur, c'est le flic qui fait le jour et la nuit»

Lors du récent Rassemblement ouvrier organisé à Lyon par les communistes marxistes-léninistes de l'«Humanité rouge», Jacques Papinski, radié de l'enseignement en juin 1974, a pris la parole pour expliquer les raisons de cette mesure répressive prise à son encontre et pour dire le sens de la lutte qu'il mène depuis des années contre l'inspection. A l'issue de ce Rassemblement il a bien voulu nous accorder cette interview.

HR : Peux-tu retracer pour nous brièvement la lutte que tu mènes depuis des années contre l'inspection ?

JP : Détaché en 1966, instituteur sur un poste de CEG (1) pour y enseigner le français et l'anglais — j'ai une connaissance parfaite de la langue anglaise —, j'ai été inspecté par l'inspecteur Giordani, inspecteur primaire, non angliciste. Le rapport d'inspection me valut alors d'être reversé dans l'enseignement primaire à titre d'instituteur.

Depuis je n'ai cessé de m'insurger contre cette inspection véreuse en faisant appel successivement au SNI (2), à l'inspecteur d'Académie, puis aux différents ministres qui ont eu en mains le sort de l'Education nationale, depuis cette date. En vain. Si bien que le 12 mai 1974 commença à circuler le pamphlet intitulé «le Boui-boui» (3), où j'attaque l'arbitraire de l'inspection en général. Le 22 mai 1974, je suis suspendu de mes fonctions. Le 6 juin je suis révoqué. Et le 19 juin

je suis interdit d'enseigner. Mais un soutien s'organise et la population d'Homécourt (4) et des enseignants forment un comité de lutte qui va désormais essayer de faire échec au pouvoir.

Après quelques actions spectaculaires, l'interdiction d'enseigner à vie est levée le 6 décembre 1974, le ministre me propose de février à avril 1975 des postes à l'étranger. Comme il s'agit de postes d'auxiliaire, je refuse. Comment en effet concevoir qu'un enseignant titulaire révoqué soit plus apte à enseigner à titre d'auxiliaire plutôt qu'à titre de titulaire ?

Grâce à la grève de la faim que j'entreprendrai le 19 novembre 1975 et à des actions spectaculaires du comité de soutien — blocage d'un carrefour, enchaînement dans les rues de Nancy, dans les gares parisiennes, investissement des tours de Notre-Dame à Paris —, grâce donc à ces actions, le tribunal administratif amnistie «le Boui-boui» le 29 janvier 1976. En dépit de cela, je ne suis pas réintégré.

Depuis l'arrêt de la grève de la faim, le ministre m'a fait parvenir des formulaires à remplir en vue d'un départ à l'étranger, au Maroc. Je les ai renvoyés à titre d'enseignant titulaire il y a un mois. Aucune suite n'a été donnée à ce jour, et je demeure révoqué.

HR : Où en es-tu maintenant ?

JP : Depuis le 11 mars, j'ai entrepris un tour de France de meetings au cours desquels je fais l'historique de l'affaire.

Les syndicats enseignants n'ont fait aucune information objective, certains n'en ont pas fait du tout. C'est donc mon rôle en tant que principal intéressé d'apporter la lumière sur cette affaire.

HR : Quel genre de public rencontres-tu au cours de tes voyages ?

JP : Des enseignants que je convaincs de l'arbitraire de l'inspection par mon exemple précis — inspection en anglais par un non angliciste comme en témoigne la lettre No 741 098 du ministère de l'Education nationale réf. SPI 3 signée

Lafond. Ils découvrent avec stupeur que les syndicats enseignants ne sont pas faits pour les défendre, mais pour servir la hiérarchie.

Les lycéens qui sont enthousiastes, parce que, malgré la grande différence d'âge, je cristallise la contestation qui s'élève contre un pouvoir hypocrite et inhumain. A travers la répression qui s'abat sur l'enseignant par le truchement de l'inspection, les élèves analysent mieux alors les formes de répression qui s'abattent sur eux par l'intermédiaire de leurs maîtres.

Chez les normaliens, je rencontre le milieu le plus apte à forger une lutte contre la hiérarchie dans l'avenir : ils sont déjà conscients de la répression qu'ils subissent chaque jour et de la course à la promotion qu'il faut faire pour entrer dans le système — épreuve du CFEN.

Avec les travailleurs, je rencontre le soutien le plus exemplaire. En effet, les travailleurs simplifient les situations et ne s'embarassent pas de détails superflus. Peu importe que l'inspecteur soit angliciste ou non, c'est avant tout l'inspecteur, le patron, le flic qui est là pour faire le jour et la nuit.

Chez tous les gens que je rencontre, le soutien s'organise et même si actuellement l'approche des vacances est un problème, rien n'est perdu, au contraire. Si je ne suis pas réintégré à la rentrée prochaine, il est possible qu'un regain d'intensité soit donné à l'affaire pour faire sauter ce dernier verrou qu'est encore la révocation.

Maintenant que j'ai apporté une information précise et irréfutable, il est possible de mobiliser une grande masse de sympathisants. De toute façon, une chose est certaine, j'ai lutté pendant dix ans, ce n'est pas pour abandonner.

L'aboutissement de ma lutte, ce sera l'annulation pure et simple de l'inspection du 18 mai 1966.

(1) Collège d'enseignement général.

(2) Syndicat national des instituteurs.

(3) L'on peut se procurer «le Boui-boui» en écrivant à Jacques Papinski — St-Gervais — 33240 St-André-de-Cubzac.

(4) En Moselle.

informations générales

Lozère

Contre le projet de barrage de Naussac

Grève des électeurs

Les habitants de la vallée de Naussac sont menacés. De nombreux petits paysans en particulier risquent de tout perdre si un projet de construction de barrage est mis à exécution. Depuis des années ils luttent sous toutes les formes possibles et imaginables pour faire reculer la bourgeoisie.

Dimanche 23 mai on vota à Langogne pour désigner un conseil municipal complet, suite à la décision du précédent conseil de démissionner pour protester contre la déclaration d'utilité publique du barrage de Naussac.

Résultat du scrutin. Inscrits : 2 766. Votants : 4. Nuls : 4. Exprimés : 0. Il n'y avait d'ailleurs aucune liste de candidats pour ce premier tour de scrutin. C'est que les électeurs ont suivi à la lettre les consi-

gnés données avant le vote par les associations de défense du bassin de Naussac qui avaient appelé les habitants à boycotter ces élections pour montrer leur totale désapprobation au projet de barrage.

Pour le second tour, il n'est pas certain que des listes soient constituées. On peut le dire : cette «grève des élections» a montré l'unanimité de la population de Langogne contre le barrage de Naussac !

Correspondant HR.

Foyers Sonacotra

Journée portes ouvertes au foyer de Montreuil

Les travailleurs émigrés des foyers Sonacotra en grève luttent depuis un an et s'organisent autour d'un seul et unique Comité de coordination représentant tous les comités de résidents des foyers Sonacotra en grève pour de justes revendications (liberté d'expression, droit à des logements salubres, décentes à des prix convenables et reconnaissance du Comité de coordination et des comités de résidents).

Le comité des résidents du foyer de Montreuil et des résidents, organisent une journée portes ouvertes à la population française et immigrée ; avec la collaboration du comité de soutien de la faculté de Vincennes :

LE SAMEDI 29 MAI 1976 à partir de 14 heures
16, pl. Berthier Albrecht métro Porte de Montreuil bus 115 à côté de la mairie arrêt pl. Villiers ou métro Gallieni.

FOYER COLBERT A COLOMBES

Journée porte ouverte samedi 29 mai à 17 h - 203, rue Colbert, à Colombes (près du pont de Bezons) - film, panneaux, musique, meeting...

FOYER AMPERE A MASSY

Dans le cadre de la lutte engagée par les travailleurs immigrés résidents au foyer Sonacotra sous la seule direction du Comité de coordination des foyers Sonacotra, le Comité des résidents du foyer rue Ampère, fait un appel à tous les travailleurs français, immigrés, à venir nombreux pour exprimer leur solidarité et notre unité dans la lutte à la journée porte ouverte.

Programme : expositions, film, pièce de théâtre des Hauts-Plateaux, chorale de l'UGET, débat.

Dimanche 30 mai à 14 h - 18 rue Ampère, Massy

COMMUNIQUE

La coordination régionale de Bretagne des comités antirépression, réunie le 21 mai, rappelle ses objectifs :

- la libération immédiate de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques ;
- la levée de toutes les inculpations ;
- la dissolution de la cour de sûreté de l'État.

Elle invite tous les comités antirépression déjà formés ou en voie de formation à une réunion de la coordination le

SAMEDI 29 MAI A 14 h 30

Cité Allende à Lorient

pour envisager de nouvelles actions.



**IL NOUS FAUT
25 MILLIONS
D'ICI LE 30 JUIN**

TOTAL AU 22/5/76	22040,40 F	Pour que vive l' idéal de la dict du prolit	106,00 F
CDHR C.Michels	650 F	2 Bretons pour la dict du prolit	500,00 F
Vive l'internationalisme prol - un camarade	1000,00 F	CCH	20,00 F
des camar. du centre	500,00 F	un mécanicien	60,00 F
CDHR Casanova	50,00 F	MC	30,00 F
Sout. à HR Mme L.R.	200,00 F	un élève instituteur sympathisant	10,00 F
Id. M. Mme SJP	20,00 F	Souscp. FS	20,00 F
Ouvriers et employés agricoles qui demandent la Faucille		CM	500,00 F
au moins mensuel	600,00 F	BB	500,00 F
Suplt rbtLGC	18,00 F	TOTAL AU 26/5/76	27 334,40 F
GD CDHR Bretagne	260,00 F		
RJB Soutien à HR	30,00 F		
JT suplt à abt	10,00 F		

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal : L'Humanité-rouge — CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refusons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc...

**AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE**



Théâtre

UNE PIÈCE CONTRE L'ÉCOLE CAPITALISTE

«La planète des sages»

Des enseignants et des élèves progressistes de Saint-Nazaire ont créé eux-mêmes une pièce — ou plutôt un spectacle théâtral — qui est une arme dans le combat contre l'école capitaliste. Ce spectacle ils le jouent eux-mêmes dans des écoles de la région, comme ils l'ont fait notamment dans un CES de

St-Nazaire occupé en avril dernier, ou encore à l'école d'Architecture de Nantes lors du forum organisé en soutien à l'éducateur condamné.

Partant de l'expérience vécue des uns et des autres, cette création collective se présente sous la forme d'une suite de tableaux qui met-

tent en lumière les différentes tares de l'école de la bourgeoisie.

Le style en est très percutant et bien souvent fait mouche, avec beaucoup d'humour.

Ainsi en citant des passages de manuels scolaires, en donnant à voir, à peine caricaturé, le déroulement d'un cours «traditionnel», la pièce montre combien l'enseignement est abstrait, coupé de la réalité, comment il se résume trop souvent à un simple gavage de «connaissances» livresques, comment les élèves sont réduits à la plus totale passivité au moyen d'une discipline abêtissante. Le rôle des notes, des interrogations comme moyen de «tenir» les élèves est également mis en lumière. On voit aussi comment ces notes et examens contribuent à instaurer une atmosphère de rivalité parmi les élèves, à leur inculquer l'esprit individualiste (ce dernier aspect n'étant peut-être pas suffisamment mis en lumière).

Plusieurs sketches sont consacrés à dénoncer la sélection (au CET les futurs OS et au lycée les futurs cadres). Celui qui dénonce le caractère trompeur et hypocrite des tests qui prétendent mesurer, à l'aide de critères bourgeois, l'intelligence des élèves est particulièrement convaincant.

Tout un tableau est consacré à dénoncer la légende de l'enseignement laïque qui permet à un simple «fils du peuple» (Pompidou, pur produit de cette école était fils d'institutrice) d'accéder à la plus «haute charge» en devenant président de la République... mais non sans un long et fructueux passage à la Banque Rothschild... et pour appliquer en bon «humaniste» de l'école de Jules Ferry la politique «démocrati-

que» de la finance et du capital, qui lui rendent un dernier hommage à sa mort.

On voit aussi le rôle réactionnaire des inspecteurs, chiens de garde en chef de cette école. On assiste ainsi à une séance d'inspection très comique et entièrement construite à partir d'authentiques rapports d'inspection. L'inspecteur général apparaît en potant coiffé du casque colonial : il dispense du ton le plus sentencieux d'insipides et réactionnaires conseils sur la «conduite de la classe», la «culture», etc.

Nous retiendrons tout particulièrement la dernière scène qui montre ce que sera l'école du «Programme commun». Pour l'élève «faible», on organise un enseignement de «soutien». Mais bien sûr, dans la course aux résultats, aux examens et aux diplômes d'un enseignement toujours capitaliste, il arrive encore après l'élève «doux», c'est-à-dire de milieu aisé. Et le directeur de cette «nouvelle» école (imaginons Juquin) le console de cette phrase : «La prochaine fois vous ferez mieux !»

Voilà bien en effet tout ce qu'il y a à attendre de l'école saute «Programme commun» : de la poudre aux yeux sur la prétendue égalisation des chances, mais surtout pas une école où le prolétariat (encore que la pièce ne parle pas de ce dernier problème de façon explicite) ait le pouvoir et qui, au lieu de reproduire la division entre travail manuel et travail intellectuel, serait en mesure de contribuer à la supprimer progressivement.

La qualité artistique de ce spectacle est grande. C'est plein de vie et d'humour et monté avec un grand soin. Des chansons alternent avec les différents tableaux. Un exemple : une chanson

raconte comment un ouvrier prend conscience que l'école «libératrice» reproduit la différence de classes : son patron était autrefois sur le même banc de l'école publique que lui.

Cependant, la pièce, quant à son contenu, présente une faiblesse, car elle ne montre pas ce qui pourra surgir des ruines de l'école capitaliste, c'est-à-dire une école au service de la classe ouvrière. Elle présente également de façon unilatérale les enseignants, ne montrant pas qu'à côté de ceux dont l'idéologie est réactionnaire, il y a des enseignants progressistes, de plus en plus nombreux, qui luttent pour en finir avec le capitalisme et son école. De même, on ne montre pas que les dirigeants des syndicats enseignants sont de plus en plus contestés ; il aurait aussi été souhaitable de voir que les élèves, eux aussi, s'organisent et luttent contre cette école qui les écrase. Cependant, les auteurs-acteurs de la pièce, élaborent actuellement une «suite»,

où ils s'efforceront justement de mettre en scène les luttes qui se mènent contre l'école capitaliste. Ils considèrent aussi que la pièce est une expérience ouverte et continue, susceptible de se modifier, au fil des représentations, en tenant compte des remarques et des critiques que font les spectateurs dans les débats qui suivent les représentations. Enfin, à notre avis, ce qui n'est pas assez souligné, c'est le caractère bourgeois de l'école capitaliste : on sent en effet affleurer parfois une dénonciation quelque peu nihiliste de l'école en général.

Mais ne soyons pas plus royalistes que le roi, cette pièce existe et elle constitue une dénonciation très largement positive de l'école capitaliste et, on en a eu la preuve, une arme efficace dans la lutte qui se mène contre la bourgeoisie sur le front de l'école.

Correspondant (après discussion avec un des participants à la pièce)

Télévision

«La pointe courte» d'Agnès Varda

L'eau vaseuse de la «Nouvelle vague»

Un quartier misérable de pêcheurs sur l'étang de Thau au début des années 50 ; les avatars avec les garde-pêches, gendarmes et autres sbires du service de l'hygiène ; le travail de tous les jours ; les enfants laissés seuls à la maison par les femmes qui trient la pêche et dont l'un meurt dans la caisse qui lui sert de berceau ; les quelques joies de ces travailleurs ; le bal du 14 Juillet ; les «joutes» à Sète... De fort belles images qui sonnent d'autant plus vrai que la population elle-même évolue devant l'objectif.

Mais c'est vraiment tout ce que l'on a plaisir à voir dans le film. Ce couple invraisemblable (S. Montfort et Noiret) qui dévide ses problèmes métaphysiques au fil de ses promenades dans les dunes est littéralement plaqué sur cette toile de fond sans jamais s'y insérer. Agnès Varda se complait ici dans le symbole, l'idéalisme, la désespérance du «spleen» bourgeois. Ces images sont absurdes, gratuites (gros plans sur un rat crevé, sur des ordures...)

Le résultat de tout ceci c'est un film malsain qui donne une certaine nausée. Les pêcheurs, que l'on voit dans des scènes systématiquement intercalées avec ces épisodes de déambulations théâtrales et ennuyeuses, ne prennent pas seulement l'apparence de «braves gens du peuple» qui vivent «en dehors des vrais problèmes» avec «leurs mesquineries matérielles» — comme semble penser Varda — mais aussi celle de parias assez sordides et inquiétants. Pourquoi en effet cette histoire de fraude sur la salubrité de la pêche ? Et cette explication de «négligence d'une mère indigne» sous-entendue à propos de la mère de l'enfant mort ?

La «Nouvelle vague» dont ce film a paraît-il été le premier embrun n'amène pas d'eau nouvelle. Autrement, en ne s'adressant même plus aux travailleurs pour les tromper, elle charrie pourtant toujours les miasmes de la vision bourgeoise du monde. Mais, signe de la décadence qu'elle incarne, elle ne peut même plus en montrer la «rassurante» cohérence.

Programmes TV

SAMEDI 29 MAI

TF1

19 H 30, 20 H et 23 H 30 : la bourgeoisie vous informe.

21 H 30 : Regan. Série britannique qui glorifie la bonne police face au mauvais gangster. Mais là, le flic ressemble beaucoup à ceux qu'il poursuit. Peut-être est-ce un souci des auteurs pour faire plus vrai ?

22 H 30 : Sillage. Magazine culturel. Deux sujets, un sur les USA et un autre sur la Chine avec un prêtre chinois venu en France il y a 30 ans et qui nous parle de la RPC après un séjour de 5 semaines là-bas. Ce qu'un prêtre progressiste peut en dire.

A2

19 H 20, 20 H et 23 H 30 : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : Désiré. Pièce de Sacha Guitry considérée comme une de ses meilleures : en fait, on y trouve un milieu grand-bourgeois, des relations scabreuses entre une femme et son valet, beaucoup de misogynie et de cynisme de la part de celui qui fut interdit de travail, après la Libération, pour avoir collaboré avec les nazis.

FR3

19 H 55 et 23 H 30 : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : Don Carlo. Opéra de Verdi. Écrit dans la 2e moitié du 19e siècle, pendant la naissance violente du prolétariat des pays capitalistes, on y voit ici «dameiselles et damoiseaux» courir lourdement sur la scène. Du «grand» art pour la «grande» bourgeoisie.

DIMANCHE 30 MAI

TF1

19 H 45 et 23 H : la bourgeoisie vous informe.

18 H 45 : Nans le berger. Feuilleton à rallonge où on assiste aux peines de cœur d'une famille paysanne (ou petite-bourgeoise) de Provence.

20 H 30 : L'événement le plus important depuis que l'homme a marché sur la lune. Film français de Jacques Demy. Comédie de style américain ou «Parapluiés de Cherbourg» dans laquelle un homme se trouve «enceint». Conçu comme un divertissement où le thème est celui du «Bonheur» et où les rôles femme-homme sont simplement inversés pour provoquer le rire ! Alors qu'il y aurait pas mal d'autres choses à dire...

NANCY

FÊTE DE LA LIBRAIRIE
LE TEMPS DES CERISES
29 - 30 MAI

à Rencontres-Tomblaine. Vous y trouverez, entre autres, un stand de l'Humanité rouge.

Paris — Mai 1802 — Mai 1967
JOURNÉE NATIONALE DE LA LUTTE
DU PEUPLE GUADELOUPEËN
POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

dimanche 30 mai à 15 h, salle Martin-Luther King

32, rue Olivier Noyer - métro Alésia ou Pernety. Film, théâtre, chants, débat.

Organisée par l'Association générale des étudiants guadeloupéens (AGEG).

22 H : Bilan pour le futur. Les USA abordés et présentés comme un pays où la crise est un monstre qui n'a rien à voir avec la lutte de classe et qui menace aussi bien les gros PDG que les petits ouvriers.

A2

20 H et 22 H 40 : la bourgeoisie vous informe. Programme conçu comme devant donner le maximum de divertissements parce que «le dimanche» on ne doit pas penser aux soucis et aux problèmes quotidiens, vous aurez le choix entre 3 films comiques, un dessin animé, de l'aventure en carton-pâte et de la variété en pacotille. C'est normal c'est Guy Lux qui fait le programme...

FR3

22 H 15 : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : Les visiteurs du dimanche soir : Victor Hugo. Poète réputé de grande importance. Vous pourrez voir Michel Debré et Roland Leroy se disputer son héritage. Son œuvre est-elle vraiment «pour tous, pour tous pays et de tous temps» ?

22 H 30 : Le cargo maudit. Film de Borzage (américain de 1940). Ce n'est qu'une vision très intimiste et sentimentaliste de la vie sociale américaine de l'époque.

USA

La détente au cœur des élections primaires

De notre envoyé spécial aux USA, Michel Bataille.

Les grandes lignes politiques de cette campagne électorale nous apparaissent de plus en plus clairement comme tournant autour des problèmes de la détente, du budget militaire et des relations avec l'URSS.

Rappelons brièvement que ces élections «primaires» consistent à désigner les candidats des deux grands partis bourgeois (démocrate et républicain) chargés de représenter les couleurs de leurs partis respectifs pour la course à la Maison blanche.

Une série de candidats se présentent donc dans les élections primaires, et tentent d'empocher le plus grand nombre de voix possible de délégués au sein de chaque État.

Ces délégués représentent leur parti dans les différents États, et ont pour tâche d'élire, à la convention de leurs organisations respectives, le candidat que ces organisations choisiront d'investir officiellement pour les représenter dans les présidentielles.

Il va sans dire que les deux grands partis (démocrate et républicain) sont des partis bourgeois, représentant les intérêts de la plus haute bourgeoisie monopoliste et impérialiste américaine, et que si, historiquement, des points de vue les différencient politiquement et géographiquement, ils sont aujourd'hui frères jumeaux pour ne pas dire frères siamois, appliquant une politique d'op-

pression. Le limogeage de Schlessinger en novembre dernier était d'ailleurs une première indication des dissensions, au sein de la grande bourgeoisie américaine, sur l'attitude à adopter vis-à-vis du social-impérialisme. Kissinger lui, avait misé sur la «détente», qui permettait aux USA de se sortir momentanément du borbier économique catastrophique dans lequel elle se trouvait (en particulier en augmentant ses ventes de céréales à l'URSS).

Bien entendu, les agents du social-impérialisme soviétique aux USA, les dirigeants du P«C»USA étaient les plus fervents propagateurs de ce mythe, ayant lancé le mot d'ordre «Detente means jobs» («la détente, c'est du travail» — voir interview de M. Klonsky dans HR du 25 mai) ; ils réservaient d'autre part leurs boulets rouges pour Schlessinger qui, lui, représentait une autre fraction de la bourgeoisie, plus lucide vis-à-vis de la fulgurante progression du potentiel militaire soviétique, et consciente du danger croissant représenté par leur rival.

Ainsi, toute une palette de candidats, soutenus les uns comme les autres par les grands trusts banquiers Rockefeller et Morgan entre autres, rivalisent depuis la fin février dans ces élections.

Parmi les démocrates encore dans la course, J. Carter, soutenu par le puissant UAW (Syndicat de l'industrie automobile) semble le mieux placé. Ses principaux rivaux, Brown et Udall ne semblent pas être un danger important pour l'investiture démocrate de cet été, malgré les récents succès de Brown.

Moscou pour sa part, n'a pas caché, dans un éditorial de la Pravda du 23 mai qu'elle verrait d'un bon œil l'élection de Carter.

Ce dernier en effet, bien qu'ayant déclaré qu'il deviendrait s'il est élu, un «négociateur beaucoup plus dur que la présente administration» envers l'URSS, n'en annonce pas moins une réduction du budget du Pentagone de 5 à 7 milliards de dollars.

La Pravda poursuit dans son commentaire : «Les déclarations de Carter prouvent qu'il tient compte, bien qu'avec des réserves, du rapport réel des forces dans le monde».

Le journal indique également les intentions de Carter de réduire le budget militaire au cas où il serait élu président...

Dans le camp républicain, les deux principaux candidats, Ford et Rea-



Une des récentes manifestations contre la crise et l'inflation à New-York. (Photo Guardian).

gan, représentent eux aussi deux clans de la bourgeoisie, opposés sur la tactique à employer vis-à-vis de l'URSS.

Le tandem Ford-Kissinger, après avoir essuyé une série d'échecs cuisants, au bénéfice de Reagan, a décidé, au moins en apparence, de mettre une sourdine à la propagande sur la détente. Depuis mars dernier, Ford n'emploie plus le mot détente dans ses discours électoraux.

La Pravda est d'ailleurs lucide là-dessus : «En adoptant ce comportement, le président semble reconnaître implicitement que la politique qu'il a poursuivie jusqu'à présent était erronée», déclare-t-elle.

Reagan, pour sa part, est beaucoup plus conscient de la rapide et continue augmentation du potentiel militaire soviétique. Il en parle et le souligne dans tous ses discours électoraux. L'annulation par la Maison blanche, il y a quelques jours, de la signature de l'accord soviéto-américain sur les explosions nucléaires est considérée comme une «concession» de l'administration Ford sur la politique de détente, résultat direct de la spectaculaire avancée des thèses de Reagan.

Ce dernier n'a d'ailleurs pas manqué de se féliciter aussitôt de cet ajournement, qui le fait apparaître comme le «champion» des intérêts américains.

Kissinger est devenu un poids lourd pour Ford, et ceci à cause de sa position jusqu'aboutiste sur la détente.

Il n'est donc pas impossible qu'il se voit éliminer dans les cuisines politiques pré-électorales, afin d'assurer une chance quelconque pour Ford.

En définitive, les forces pro-détente (bien qu'avec certaines contradictions) se portent bien du côté démocrate avec J. Carter, et du côté républicain avec Ford, après avoir essuyé de sérieuses défaites, semblent remonter le courant après les récentes victoires de Ford dans le Michigan et le Maryland. Ce dernier, selon les dernières indications, devancerait légèrement Reagan quant au nombre de voix de délégués (675 contre 550).

Mais il a dû faire certaines concessions politiques à la fraction antidétente de la bourgeoisie.

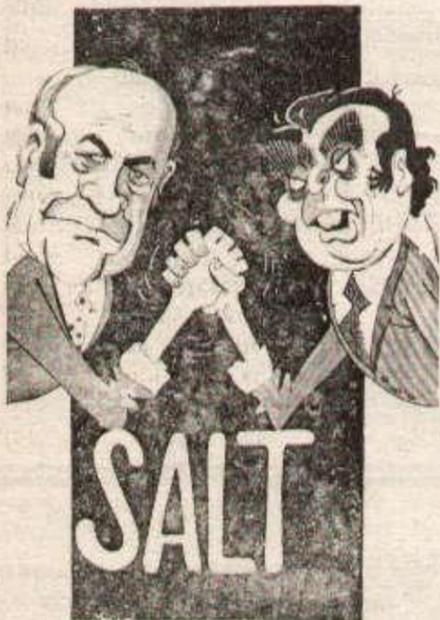
Quel que soit le résultat définitif des primaires, elles auront en tout cas révélé que la question des relations avec l'autre superpuissance est à l'ordre du jour.

Quant aux problèmes économiques et sociaux, aucun de ces grands politiciens bourgeois n'est évidemment en mesure de trouver une solution à la crise.

La classe ouvrière et les différentes minorités nationales sont durement frappées par le chômage et l'inflation, et ces couches de la population se désintéressent du grand cirque des primaires.

Traditionnellement, les Afro-Américains participent beaucoup moins aux élections que les autres, montrant ainsi leur lucidité vis-à-vis de ces politiciens capitalistes.

C'est par une lutte déterminée et par la rapide élévation de leur niveau de conscience que les masses américaines se prépareront le mieux aux luttes révolutionnaires à venir que préparent les administrations soviéto-américaines.



«Quand Ford et Brejnev se serrent la main...» (dessin tiré de la revue albanaise Hosteni).

pression sauvage des masses laborieuses et de pillage effréné à l'étranger.

Cette série de «primaires» a ainsi débuté il y a quelques mois. Les sujets de politique économique (inflation galopante, chômage très élevé), les revers cuisants en politique étrangère grâce aux victoires éclatantes des peuples indochinois, ainsi que la rivalité croissante des deux superpuissances, les gains indiscutables du jeune social-impérialisme soviétique, réussissant à imposer à son rival le piège de la détente, paravent de ses activités expansionnistes : tous ces thèmes sont indiscutablement les lignes de fond de la campagne électorale.